

GRDR

GROUPE DE RECHERCHE ET DE REALISATIONS POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL Migration, citoyenneté et développement

Siège social et bureaux
72 rue Marceau – 93100 MONTREUIL
Tel : 01 48 57 75 80
E-mail : grdr@wanadoo.fr

COMPTE - RENDU DE LA SEANCE DU 18 SEPTEMBRE 2006 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

8 administrateurs présents : Etienne BEAUDOUX - Président -, Emmanuel CUFFINI, Laurent DENIS, Marc FAIZANT, Sylvain JAMET, Frédéric JENNY, Daouda NDIAYE et Samba SYLLA,

3 administrateurs absents : Idrissa DIABIRA, Patrick GONIN et Pascal REVAULT.

Invités ; Marité TROLLIET, Secrétaire générale, ainsi que Samba YATERA et Olivier LE MASSON pendant la première partie de la réunion.

Ordre du jour

- Approbation du procès verbal de l'AG 2006 et du compte rendu du CA du 4 juillet 2006,
- Finalisation de la composition du CA,
- Point sur la situation de la trésorerie et sur les activités
- Projet d'une Journée de notoriété autour du co-développement,
- Recherche de nouveaux créneaux d'activités (en vue, entre autres, du retour de D. Dupain)
- Points divers
- Calendrier.

Approbation des PV et CR de l'AG et du conseil d'administration du 4 juillet 06

Le procès verbal de l'AG du 24/06/06, ainsi que le CR des débats qui ont suivi l'AG, ont été approuvés et peuvent donc être diffusés.

Le compte rendu du CA du 4/07 est adopté à l'unanimité par les membres présents, sans modification.

Composition du conseil d'administration

Les membres du CA représentant les salariés en France et en Afrique ont été élus au mois de juillet par les salariés adhérents de l'association GRDR. Ils sont au nombre de trois :

Samba SYLLA en France, Abdou Seydou MANE et Mamadou MANGASSOUBA en Afrique. Ainsi le nombre total de membres du CA, à la suite de l'AG du 24 juin 06, s'élèvent à treize (et complète la liste des dix membres du CA détaillée dans le CR du CA du 4/07/06)

Point sur la situation de la trésorerie et sur les activités,

Point présenté par la Secrétaire générale, S. YATERA et O. LE MASSON

Trésorerie

Fin août, la trésorerie était négative (-141 000€) Nous venons d'apprendre le rejet, par le SCAC / Dakar, du dossier pour la poursuite du PAIDEL/Sénégal qui avait été présenté par le GRDR (pour un montant de 130 000 €) Le 13^{ième} mois 2005 n'a toujours pas été payé aux salariés.

Activités

- La santé : des inquiétudes sérieuses demeurent concernant les projets Santé ; le déficit financier sera évident (vu que le financement en cours en France a été ramené de 6 mois à 3 mois) Il est urgent de faire le point aussi bien pour le programme d'actions socio-sanitaires en France, que pour le programme Santé de Kayes. Revoir la stratégie ainsi que les modalités de fonctionnement, entre autres l'articulation avec les activités d'insertion. Des recherches de nouvelles actions et de nouveaux partenaires doivent être entreprises dès 2006.

- **PAIDEL-PIMDERO** : l'évaluation du Paidel-Pimdero réalisée fin 2004 avait pointé des faiblesses quant aux actions menées au Sénégal (Bakel et Ziguinchor). Depuis lors des améliorations avaient été apportées (travail plus approfondi dans les communautés rurales, monographies, travail avec les élus....) Le dossier de projet présenté en 2006 au SCAC/Dakar a été rejeté (motifs : document insuffisamment chiffré et quantifié, notion double-espace manque de clarté, remise en cause de certains partenaires) Une visite a été effectuée le 18/9 au MAE (par le président, la SG et O. Le MASSON) ; elle a permis de rencontrer Virginie LUCAS (qui a ajouté que le document de projet a été déposé trop tardivement)
Les représentants des CR du Sénégal comptent écrire une lettre au MAE pour déplorer cette décision très regrettable. Dans les faits, cette situation nouvelle va entraîner la fermeture de la cellule de Bakel ; il n'y aura donc plus de représentant du GRDR à Bakel (en dehors du nouveau chef de cellule qui est actuellement en formation à Montpellier)
Une lettre pourrait être envoyée par le GRDR à la ministre de la Coopération et au nouvel ambassadeur du Co-développement (en insistant, en particulier, sur les effets néfastes que peuvent avoir un excès de «déconcentration» des actions du MAE)
La poursuite des actions du PAIDEL au Mali et en Mauritanie est quant à elle assurée, de même que celles du PIMDERO (financements MAE et NPC ; et attente d'une réponse de l'UE en octobre)
- **Le pôle Insertion** : des nouveaux bailleurs sont intéressés par les actions d'insertion du GRDR – la DIV (Délégation interministérielle à la ville qui fusionne avec le FASILD), le Secours catholique, le CRIF, le Conseil général du 93, l'ADPM (Nicole MARTIN qui propose que le MAE finance également l'insertion) Faire comprendre la nécessité de renforcer la synergie entre Insertion au Nord et appui au Sud ; éclairer sur la plus-value qui peut en découler.
Sensibiliser les Conseils généraux où les migrants sont nombreux (approche régionale et départementale) Egalement le Fonds social européen avec lequel des contacts sont en cours.
En Haute-Normandie, les résultats sont très intéressants (également d'un point de vue financier) Le symposium EQUAL se prépare, 11-13 décembre, avec la participation de partenaires belges et italiens. Enfin, un axe «Discrimination» pourrait être développé en relation avec la HALDE (Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité) Cette compétence pourrait être complémentaire de nos actions d'insertion.

Projet d'une journée de notoriété autour du co-développement

L'importance de cette journée serait double :

- autour du thème du co-développement fortement utilisé, et qui commence, petit à petit, à être «galvaudé», faisons entendre la «musique» du GRDR et mettons en avant l'ancienneté (plus de 30 ans), la richesse et l'originalité des pratiques du GRDR en la matière, vécues sur le terrain dans une étroite imbrication entre la France et l'Afrique, entre les migrants et leurs villages et régions d'origine.
Cette expérience «exemplaire» demande à être présentée et partagée le plus largement possible, particulièrement en cette période difficile, voire cruciale, liée aux migrations et aux préjugés de plus en plus défavorables qui s'installent dans beaucoup de pays européens (au niveau d'une large frange des politiques et des citoyens) ;
- profiter de cette Journée de travail pour élargir l'assise du GRDR, à la fois en étoffant et en redynamisant l'association GRDR (: augmenter le nombre d'adhérents, mais aussi et surtout intéresser et motiver ces adhérents, anciens et nouveaux, à partager la vie, les évolutions et les choix politiques du GRDR), mais aussi pour créer un cercle plus large et plus diversifié de sympathisants, de personnes ressources et d'organismes/associations, qui deviendront des partenaires dans la réflexion et, dans certains cas, dans l'action, pour préparer ensemble l'avenir. Cette base, à la fois technique et de solidarité, fait actuellement cruellement défaut au GRDR.

La discussion a porté sur les points suivants :

- Une plaquette sur le co-développement est en cours d'élaboration par les salariés. Les salariés estiment qu'une large diffusion de cette plaquette devrait suffire et ils ne voient pas l'utilité d'une réunion spécifique ;
- Les membres du CA sont attachés à cette initiative lancée par le président, E. BEAUDOUX, particulièrement dans l'optique de renforcer le poids de l'association, aussi bien vers le CA que vers les salariés.
- Une note de présentation pour cette journée (dates possibles : décembre 06 ou début 07) sera rédigée par le CA,
- Une liste des participants devra être établie ; la contribution de chacun est requise – CA et salariés ; cette liste devra être la plus large possible afin d'atteindre les objectifs assignés à cette Journée. Un petit comité devra être mis en place pour son organisation.

Recherche de nouveaux créneaux d'activités

L'ouverture du GRDR vers de nouvelles zones géographiques mais également vers de nouveaux créneaux professionnels a déjà été évoquée à maintes reprises dans le passé. Deux secteurs ont été évoqués récemment : l'Expertise (mis à disposition de consultants) et la Formation. Ce dernier domaine qui est une spécialité ancienne du GRDR (largement pratiquée en France, à destination des migrants) pourrait être développé et déclaré plus officiellement (afin de bénéficier des conditions et avantages liés à l'activité Formation)

Le retour de Dominique DUPAIN, prévu en mars 2007, incite à se pencher très sérieusement sur ce problème, accentué par les difficultés financières aux quelles nous sommes à nouveau confrontés. Plusieurs hypothèses peuvent être formulées en rapport avec la large expérience de D. DUPAIN : quel poste proposé à DD., à partir de quel(s) financement(s), sera-ce un temps complet ou un temps partiel ?

Il est nécessaire d'étudier très rapidement les différentes possibilités qui pourraient être envisagées et d'établir les contacts qui permettront de finaliser ce dossier.

Divers

Etude du CIEDEL sur l'évolution institutionnelle du GRDR

Il convient de clore ce dossier laissé en suspend depuis la réception du rapport définitif envoyé par le CIEDEL (en mai/juin 06) Après différents échanges avec le CIEDEL, le rapport final est jugé insuffisant et comportant des lacunes importantes. Une lettre argumentée devra être adressée au CIEDEL (elle comportera une proposition de règlement financier)

Un manuel de procédures est en cours d'élaboration par la RAF, G. Ruella, sous la supervision et avec l'appui de la SG. Ce manuel, très attendu, devra être à la fois complet, synthétique et clair pour pouvoir être utilisé aisément par les différentes cellules et antennes du GRDR. Des appuis extérieurs pourront être recherchés avant de finaliser ce document (relecture, conseil) Marc Faizant, le trésorier, suivra ce travail.

La liste des adhérents du GRDR devra être complétée et mise à jour, en tenant compte des adhérents en Afrique. Il est demandé à Gwenaëlle Ruella de finaliser cette liste. L'éventualité d'une relance adressée aux nombreux adhérents n'étant pas à jour de leur cotisation sera envisagée.

Calendrier

Réunion du bureau du CA : le jeudi 19/10 (à 18 h)

Réunion du CA : le lundi 27/11 (à 18 h)

Marité Trolliet sera en mission en Afrique du 27/9 au 10/10 (Sénégal, Mali et Mauritanie)

Le président du Conseil d'administration

Le secrétaire du Conseil

Etienne BEAUDOUX

Frédéric JENNY